

Achats: les échelons régional et local restent très sollicités par les hospitaliers (enquête APMnews)

Mots-clés : #établissements de santé #hôpital #CHU-CHR #achats #finances #informatique #coopérations

POLSAN - ETABLISSEMENTS

ENQUÊTE

EXCLUSIF

(Par Sabine NEULAT-ISARD)

PARIS, 3 mai 2017 (APMnews) - Les échelons régional et local pour effectuer des achats remportent l'adhésion des hospitaliers par rapport aux centrales nationales, même si des variations apparaissent en fonction des familles de produits, révèle l'enquête effectuée par APMnews.

APMnews, en partenariat avec TICsanté et TechHopital, autres sites du groupe APM, a effectué une enquête en ligne portant, pour la première fois, sur le thème des achats hospitaliers (18 milliards € par an en exploitation).

Elle avait pour but de connaître l'avis des acheteurs hospitaliers sur 3 évolutions touchant les achats, les résultats étant exploités selon leur fonction, le budget achat de leur établissement ou la taille de leur GHT.

Sur ces évolutions, 2 sont relativement anciennes et une plus récente.

Depuis plusieurs années, il existe une demande des pouvoirs publics d'améliorer l'efficacité des achats hospitaliers, de professionnaliser la fonction et de faire des économies. C'est l'objet du programme sur la performance hospitalière pour des achats responsables (Phare), lancé en 2011 sous le pilotage de la direction générale de l'offre de soins (DGOS), qui conduit à la réalisation de plusieurs centaines de millions d'euros de gains chaque année tout en faisant évoluer la fonction achat.

Ce domaine est aussi marqué depuis plusieurs années par la montée en puissance de centrales nationales: l'Ugap mais surtout UniHa et Resah, même si, parallèlement, les hospitaliers



effectuent aussi toujours des achats localement ou à travers des groupements régionaux. Après avoir eu un périmètre d'action centré uniquement sur l'Île-de-France, Resah a pris une portée nationale en 2016.

La 3e évolution, et non des moindres, est la création des groupements hospitaliers de territoire (GHT) par la loi de modernisation de notre système de santé de janvier 2016. Le 1er juillet 2016, 135 GHT ont été créés. Si l'amélioration de l'organisation de l'offre de soins est la principale ambition de cette réforme, d'autres objectifs sont visés, comme la mutualisation de la fonction achat au niveau de l'établissement support de chaque GHT au 1er janvier 2018 ainsi que l'élaboration d'un plan d'action achat territorial (en principe au 1er janvier 2017).

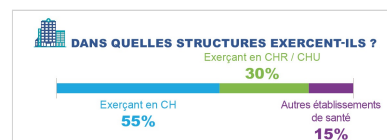
Réalisée entre le 26 janvier et le 6 mars, l'enquête a rencontré un large succès puisque sur les plus de 400 personnes ayant répondu partiellement ou complètement, les réponses de 200 d'entre elles ont pu être exploitées.



Parmi ceux ayant répondu complètement au questionnaire, 30% sont des directeurs des achats et/ou des affaires économiques, 24% exercent d'autres fonctions de direction (notamment des chefs d'établissement), 20% sont pharmaciens et 26% exercent d'autres fonctions au sein des établissements (médecins, cadres,

ingénieurs et techniciens).

Toutes les régions métropolitaines et les différents types d'hôpitaux sont bien représentés. Parmi les répondants, 55% exercent en centre hospitalier (CH), 30% en CHR-CHU et 15% dans d'autres établissements (CH spécialisés en psychiatrie notamment).



S'agissant du montant des achats, 73% travaillent dans un établissement dont le budget achat est inférieur à 50 millions d'euros et 12% évoquent un montant compris entre 50 et 100 millions.

Achats locaux et groupements régionaux 36% chacun, centrales nationales 28%

Sur la répartition des achats, les réponses montrent un équilibre entre les groupements régionaux et les achats purement locaux (36% chacun) et une part plus faible des centrales nationales (28%).

Cependant, des variations existent selon les fonctions du répondant ou le budget de son établissement. Ainsi, plus de la moitié des pharmaciens disent faire appel à des groupements régionaux.

Les résultats montrent par ailleurs que les achats locaux occupent une part relativement équivalente dans tous les établissements, quel que soit le budget achat (à plus d'un tiers). Les variations se font davantage entre les groupements régionaux et les centrales nationales, ces dernières étant plus utilisées par les hôpitaux à budget élevé.

Mais il existe une grande variété selon les familles d'achats, note-t-on.

Par exemple, les centrales nationales sont largement citées pour le biomédical, les équipements non médicaux et l'informatique. Les groupements régionaux sont surtout sollicités pour les achats de médicaments, des dispositifs médicaux et pour la restauration.

L'échelon local est cité surtout pour les transports, les prestations générales et d'hôtellerie ou encore les travaux.

Des réticences qui s'expliquent par...

Invités à s'exprimer librement sur leurs réticences éventuelles face au développement des centrales nationales, les responsables hospitaliers craignent, en grande partie, la constitution de monopoles en faveur de certaines entreprises et un nivellement des prestations. Ils redoutent aussi une mise en péril du tissu économique local et de l'emploi.

"A force de massifier, le développement durable va être pénalisé", estime aussi un chef d'établissement en craignant des menaces pour l'emploi local et des coûts "cachés" par exemple dans les transports.

Un autre chef d'établissement indique qu'il n'a pas de réticences mais qu'il est déjà "au plafond" dans le recours à l'échelon national. En dehors de la maintenance, des opérations de travaux "ne peuvent pas être mises en commun", souligne un autre responsable.

Certains indiquent aussi que le prix n'est pas forcément plus avantageux que celui négocié par un groupement régional ou directement en local, ce qui ne génère pas de gains pour l'établissement.

Dans le domaine alimentaire, les responsables sont unanimes à dire qu'il faut privilégier les circuits courts.

D'autres, notamment pharmaciens ou ingénieurs, disent qu'ils n'ont pas de réticences à condition que le passage par une centrale ne soit pas obligatoire.

"Le recours aux centrales nationales est plus intéressant que l'intégration à marche forcée aux GHT", affirme de son côté un directeur des achats.

Des pharmaciens expriment des critiques vis-à-vis des groupements régionaux, considérant qu'ils constituent une "couche supplémentaire" ou qu'ils ne sont pas suffisamment professionnels.

APMnews reviendra jeudi sur cette étude en détaillant les réponses à la seconde partie de l'enquête consacrée à l'évolution des achats et de la fonction achat dans le cadre des GHT.

(L'étude complète avec le détail de l'ensemble des résultats est commercialisée et disponible sur demande par mail à ventes@apmnews.com).

san/cb/sl/APMnews

[SAN50P3ZDE]

©1989-2017 APM International - <http://www.apmnews.com/depeche/102772/303180/achats-les-echelons-regional-et-local-restent-tres-sollicites-par-les-hospitaliers--enquete-apmnews->